

Unité départementale des Yvelines
Pôle Elevages Ouest
35 rue de Noailles
78000 Versailles

Versailles, le 12/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JARDIN D'ACCLIMATATION

BOIS DE BOULOGNE
75016 Paris

Code AIOT : 0057500026

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2023 dans l'établissement JARDIN D'ACCLIMATATION implanté BOIS DE BOULOGNE 75016 Paris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été conduite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DRIEAT.

Il est précisé que la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relative à l'activité de présentation au public d'animaux non domestique a évolué, et qu'entre 22 octobre 2018 et le 30 décembre 2020, l'activité de cet établissement, compte-tenu de ses caractéristiques, ne relevait plus de cette législation. Cependant, depuis la décision du 30 décembre 2020, les activités de cet établissement relèvent à nouveau de cette législation et doivent avoir fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. La situation administrative de l'installation doit donc être régularisée. Préalablement au dépôt de la demande d'autorisation environnementale, l'établissement se conformera aux dispositions de l'article L181-5 du Code de l'environnement en saisissant au préalable l'autorité administrative compétente, afin de déterminer s'il est nécessaire de soumettre la poursuite de l'exploitation de l'établissement à une évaluation environnementale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JARDIN D'ACCLIMATATION
- BOIS DE BOULOGNE 75016 Paris
- Code AIOT : 0057500026
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Jardin d'acclimatation est un établissement de présentation au public d'espèces non domestiques relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des ICPE fonctionnant sous le régime de l'autorisation (seul régime possible de cette rubrique).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative ;
- Sécurité ;
- Prévention des accidents ;
- Conduite de l'élevage ;
- Installation d'hébergement et de présentation au public des animaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'établissement semble bien tenu. Par ailleurs, la constitution du dossier de demande d'autorisation est l'occasion pour l'exploitant de passer en revue la conformité de son établissement à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations [...] relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette régularisation est l'occasion de parfaire les modalités d'exploitation du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article L.511-9	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Conduite de l'élevage	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Limitation des conséquences de pertes de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécurité	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	/	Sans objet
4	Conduite de l'élevage	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	/	Sans objet
6	Installation d'hébergement et de présentation au public des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	/	Sans objet
7	Installation d'hébergement et de présentation au public des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32	/	Sans objet
8	Prévention des risques écologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 64	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit procéder au dépôt des demandes visant à régulariser la situation administrative de son établissement en coordination avec les services de l'Inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article L.511-9
Thème(s) : Élevage, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. A-NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES [...] Rubrique : 2140 Désignation de la rubrique : Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public de), à l'exclusion des magasins de vente au détail et des installations présentant au public des animaux d'espèces non domestiques correspondants aux activités suivantes : - présentation de poissons et d'invertébrés aquatiques, les capacités cumulées des aquariums et des bassins présentés au public étant inférieures à 10 000 litres de volume total brut ; - présentation au public d'animaux dont les espèces figurent dans la liste prévue par l'article R. 413-6 du code de l'environnement ; - présentation au public d'arthropodes. [...]
Constats : Non-conformité n° 20230608-NC-1 : L'établissement constitue un établissement zoologique à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère relevant de la rubrique n° 2140 de la nomenclature des installations classées instaurée par l'article L511-2 du Code de l'environnement. Ce type d'établissement est soumis au régime de l'autorisation mais n'a pas fait l'objet d'une autorisation environnementale conformément aux dispositions de l'article L181-1 du Code de l'environnement. En l'absence d'autorisation, l'exploitant doit transmettre un dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de régulariser sa situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2
Thème(s) : Élevage, Enceinte extérieure
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les limites des établissements sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes.</p> <p>Toutefois l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes.</p> <p>La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre.</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare que le site est délimité par une clôture périphérique d'une hauteur supérieure à 1,8 mètres et que les clôtures des enclos sont distincts de cette clôture périphérique. L'équipe d'inspection a procédé à un contrôle par sondage de la clôture périphérique et a constaté sur les portions vues que les clôtures étaient en bon état et d'une hauteur suffisante.</p> <p>L'équipe d'inspection visite la volière, ainsi que l'enclos où sont enfermés des grues, des cygnes et divers canards (*). L'enclos est constitué d'un grillage d'une hauteur suffisante pour contenir les oiseaux dont le vol a été empêché et d'une main courante ou de végétation dense empêchant le public d'approcher le grillage.</p> <p>(*) NB: seules certaines de ces espèces animales relèvent la rubrique 2140 de la nomenclature ICPE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7
Thème(s) : Élevage, Elevage, plan de secours, secouriste, poste de secours
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste. Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins. Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.</p>
<p>Constats : L'exploitant transmet par courriel du 7 septembre 2023 son plan de secours à l'équipe d'inspection. Le plan est conforme aux exigences de la réglementation.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'équipe d'inspection constate la présence d'un poste de secours sans toutefois y pénétrer. L'exploitant explique que le site bénéficie d'une convention avec la Croix Rouge. Cette convention prévoit que cette dernière détache un binôme chaque jour d'ouverture de 12h à 19h et que, de l'ouverture du parc à 12h, la permanence des secours est assurée par des agents de sécurité du parc. L'exploitant déclare que l'ensemble du personnel du parc dispose d'un talkie-walkie permettant une communication interne, un canal spécial est réservé pour les "secours".</p> <p>L'équipe d'inspection fait procéder à un exercice simulant un malaise dans la cuisine de la volière. L'exploitant lance un appel sur le canal "secours" qui conduit à l'intervention de Monsieur T. S. et de Madame S. F.. L'équipe d'inspection constate, d'après l'envoi de l'attestation par courriel du 7 septembre 2023, que Madame S.F. dispose bien d'une formation de sauveteur secouriste du travail et de 1er secours en équipe suivie le 11 mai 2022 et valable jusqu'au 11 mai 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite de l'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Élevage, Elevage, Alimentation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: [...] Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.
Constats : L'équipe d'inspection visite les cuisines où sont préparés les repas des animaux (l'une dite « principale » et l'autre dite de la « volière »), lesquelles sont équipées d'éviers permettant le nettoyage régulier des ustensiles. L'équipe d'inspection constate que les locaux sont propres et entretenus. L'exploitant déclare que les cuisines sont nettoyées une à deux fois par jour conformément à sa procédure n° FSan 3 « Règles générales de nettoyage et de désinfection » qu'il transmet par courriel à l'équipe d'inspection le 7 septembre 2023. L'équipe d'inspection constate que les poubelles sont situées loin des zones de préparation et de stockage des aliments. L'exploitant déclare que le nourrissage des animaux ne génère pas de déchets outre les emballages vides des denrées, l'ensemble de la nourriture étant consommée par les bêtes. L'équipe d'inspection constate que la conservation des aliments congelés est assurée au moyen d'une enceinte équipée d'un indicateur de la température interne de l'équipement. Malgré l'affichage présent sur le congélateur, l'équipe d'inspection conseille à l'exploitant de compléter son action de stockage à température négative par un contrôle périodique (fréquence à déterminer par l'exploitant) de l'adéquation entre la température affichée et la température effective à l'intérieur de l'enceinte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conduite de l'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21
Thème(s) : Élevage, Elevage, alimentation, stockage, préparation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux. La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites. [...]</p>
<p>Constats : L'équipe d'inspection visite les locaux où sont stockés les aliments destinés aux animaux et constate que : - les aliments secs sont stockés dans des bacs alimentaires fermés situés dans les cuisines et dans un bâtiment dédié auxquels les nuisibles et les oiseaux n'ont pas accès ; - des pièges à rongeurs sont situés aux abords des locaux contenant l'alimentation des animaux du parc ;</p> <p>Non-conformité n° 20230728-NC-2 : L'exploitant déclare ne pas assurer de contrôle de la température du réfrigérateur de la cuisine de la volière. L'exploitant doit s'assurer que la décongélation des denrées destinées à l'alimentation des bêtes soit réalisée à une température inférieure à 4°C, conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installation d'hébergement et de présentation au public des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Élevage, Prévention des évasions
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.</p>
Constats : L'équipe d'inspection ne constate pas d'écart relativement à cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installation d'hébergement et de présentation au public des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32
Thème(s) : Élevage, Etat et solidité des clôtures et dispositifs de séparation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès. Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation. L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence. Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées à moins que les établissements disposent d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés. Les parois transparentes permettant au public d'observer les animaux sont suffisamment résistantes pour ne pas être détériorées par le public ou par d'éventuelles attaques des animaux. La résistance du vitrage des aquariums est adaptée à la pression de l'eau qu'ils contiennent.</p>
Constats : L'équipe d'inspection ne constate pas d'écart relativement à cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des risques écologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 64
Thème(s) : Élevage, Elevage, évasions
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements permettent de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes. Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme, pour les exploitations agricoles dont le statut sanitaire pourrait être menacé, ainsi que pour la santé des personnes. Les dispositions prises sont proportionnées aux risques présentés.</p>
<p>Constats : L'équipe d'inspection ne constate pas d'écart relativement à cette prescription s'agissant des grilles des volières et demande des précisions s'agissant de l'accueil du public dans la volière, point de faiblesse potentielle en matière d'évasion de sujets. L'exploitant déclare que l'accès du public à la volière se fait sous le contrôle de deux agents chargés : - pour l'un de l'ouverture des portes du sas, du contrôle du respect de la désinfection des semelles des chaussures et du lavage des mains ; - pour l'autre, de la surveillance du contact entre les animaux et le public à l'intérieur de la volière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Limitation des conséquences de pertes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Manipulation de produits dangereux ou polluants
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: [...]Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0° C) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.[...]
Constats : Non-conformité n°20230728-NC-3 : L'équipe d'inspection constate, à l'occasion de la visite du site, que du mélange dit "2 temps" (essence + huile moteur) ayant servi au rechargement en carburant de souffleurs de feuilles mortes a été répandu sur le sol devant l'entrée de la cuisine principale au droit d'une zone ne formant pas rétention. Le terrain naturel composé de terre végétale se trouve par conséquent être souillé de ce mélange. L'exploitant doit compléter sous 1 mois ses consignes en identifiant une (ou des) zone(s) adaptée(s) sur laquelle (lesquelles) les opérateurs des services techniques appelés à manipuler des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0° C) pourront conduire ces manipulations sans risque de pollution de l'environnement. L'exploitant doit transmettre à l'équipe d'inspection une photo de la (ou des) zone(s) identifiée(s).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Élevage, Formation au poste
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: [...] Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en oeuvre des tâches qui lui sont confiées. [...]
Constats : Non-conformité n° 20230728-NC-4 : L'équipe d'inspection constate que du mélange dit "2 temps" (essence + huile moteur) ayant servi au rechargement en carburant de souffleurs de feuilles mortes a été répandu sur le sol (cf. non-conformité n° 20230728-NC-3 de la fiche de constat n° 9). L'exploitant doit conduire sous 3 mois une campagne d'information de son personnel à l'usage correct des susdits produits et transmettre à l'équipe d'inspection le (ou les) procès-verbal(aux) de formation porteur(s) de la signature du personnel concerné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois